

L'Europe centrale et orientale se racrapote : attention danger !

En trente ans, les nouveaux Etats membres ont perdu plus de huit millions d'habitants, alors que l'adhésion à l'Union n'a pas tenu sa promesse d'un rattrapage rapide des niveaux de vie.

ANALYSE

DOMINIQUE BERNIS

Les Roumains sont 3,7 millions de moins qu'à la fin de l'époque communiste. En trente ans, les pays baltes ont perdu un quart de leurs habitants. Si la Bulgarie a vu sa population baisser de 20 %, le déclin est plus limité en Hongrie, alors que la Pologne a tout juste réussi à stabiliser sa démographie. Seules la Tchéquie, la Slovaquie et la Slovaquie ont connu une faible croissance démographique.

Depuis la chute du communisme, les onze nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale ont ainsi perdu plus de 8 millions d'habitants, alors que les quinze vieux membres de l'Union « gagnaient » 43 millions d'âmes.

A l'Est, le début des années 1990 constitue la période charnière. La croissance naturelle de la population, qui avait ralenti, comme chez nous, dans les années 80, chute brutalement et ne va pas se redresser.

Le choc des années nonante

En Tchéquie, Slovaquie et Slovaquie, la croissance naturelle restera légèrement positive. En Pologne, elle oscille, depuis cette époque, autour de zéro. Ailleurs, de la Hongrie, où le phénomène avait débuté avec dix ans d'avance, à la Roumanie et la Bulgarie, les naissances sont, années après années, insuffisantes pour compenser les décès.

Un autre facteur s'ajoute – et qui persiste aujourd'hui : une émigration importante vers l'Ouest. Selon les pays, le solde migratoire peut cependant être positif, en Hongrie ou en Pologne, par exemple. Il compense l'émigration de ses nationaux par une immigration essentiellement ukrainienne.

Dans les années 90, le passage au capitalisme, effectué la plupart du temps via une libéralisation brutale de ces économies socialistes (la fameuse « thérapie de choc »), a eu un coût économique et social considérable. Selon les pays, le recul du PIB en volume a atteint de 20 à 40 % – contre 4,5 % seulement en zone euro durant la « grande récession » de 2008-2009.

Dans une telle conjoncture, les uns hésitent à faire des enfants, d'autres

choisissent d'émigrer, d'autant que le rideau de fer, qui jusque-là empêchait l'évasion vers l'Ouest, a disparu.

Des nouveaux Européens très mobiles

Que ces deux phénomènes se manifestent encore aujourd'hui, dix ou quinze ans après l'entrée dans l'Union européenne, interpelle.

Certes, la liberté de mouvement est au cœur du projet européen. Mais, dans une grande partie des nouveaux Etats membres, le phénomène a pris, en dix ans, des proportions gigantesques, comme le montre notre infographie.

Ainsi, près de 20 % des Roumains vivent dans un autre Etat membre. Les pourcentages varient entre 10 et 15 % pour la Lituanie, la Croatie, la Lettonie et la Bulgarie. Ils sont également nettement plus élevés en Pologne et en Hongrie que dans les anciens Etats membres, où le pourcentage varie de 1 à 1,3 % pour les grands pays (Allemagne, Royaume-Uni, Suède et France) et aux alentours de 3 % pour les petits pays comme la Belgique ou les Pays-Bas.

C'est que l'on gagne nettement moins bien sa vie à l'Est, où les salaires, selon l'Institut syndical européen (Etui), représentent entre un tiers et la moitié des salaires des anciens Etats membres – si l'on fait exception de la Bulgarie (22 %) et de la Slovaquie (62 %).

Et cela, malgré une revalorisation au cours des dernières années sous l'effet combiné de la pénurie de main-d'œuvre et des revendications salariales, parfois portées par de grandes grèves, par exemple chez Volkswagen à Bratislava (Slovaquie) et Audi à Győr (Hongrie).

Mesuré en parité de pouvoir d'achat pour tenir compte du coût de la vie plus bas, l'écart salarial reste substantiel. Ainsi, les salaires roumain ou bulgare représentent moins de 40 % du salaire allemand ; et le salaire polonais, à peine 50 %.

Et si un Roumain gagne mieux sa vie qu'il y a dix ans, le salaire qu'il touche dans son pays représente à peine 60 % du salaire en Italie, où de nombreux compatriotes ont migré.

On est encore « loin du niveau qui rendrait la migration moins attrayante », note prudemment un rap-

port du Centre for European Policy Studies (CEPS), commandé récemment par la Roumanie.

Cet exode, du fait de son ampleur et de sa persistance, inquiète les élites de l'Est. A raison.

Qui part, le plus souvent ? Les plus jeunes et les plus qualifiés. Couplée à la décroissance naturelle de la population, l'émigration accélère le vieillissement et contribue à la contraction de la population active.

Avec, comme conséquences, une réduction du potentiel de croissance et de la capacité de financement des dépenses publiques et des pensions – d'autant que, dans la plupart de ces pays, la stratégie de développement économique repose sur les investissements étrangers, que l'on attire à grands coups de réduction d'impôts.

Un « transfert » dont on ne parle pas

Le sujet est délicat. Parce qu'il remet en cause cette idée bien ancrée selon laquelle la libre circulation des biens et services, des capitaux et des travailleurs, constitue la clef du rattrapage des ex-pays de l'Est.

Mais aussi parce que si l'on identifie des perdants, on peut également pointer des gagnants.

En nombre absolu, la Pologne et la Roumanie sont les deux principaux pourvoyeurs de main-d'œuvre mobile au sein de l'Union. Et les principaux pays bénéficiaires sont, dans l'ordre, le Royaume-Uni, l'Allemagne et, dans une moindre mesure, l'Italie.

La Grande-Bretagne a attiré de manière disproportionnée des diplômés de l'enseignement supérieur et universitaire ; et l'Italie des personnes à qualification faible ou moyenne. L'Allemagne a pu compenser (et un peu plus) sa

croissance démographique naturelle, qui menace son statut de première puissance économique européenne.

Destatis, l'Office allemand des statistiques, a ainsi enregistré, entre 2008 et 2017, l'entrée de 2,7 millions de migrants intra-européens – aux deux tiers en provenance d'Europe centrale et orientale et, pour le solde, essentiellement des diplômés des pays du sud de la zone euro (Italie, Espagne, Portugal et

Grèce).

Tous ces migrants créent de la richesse et contribuent au financement des infrastructures publiques, de la Sécurité sociale et des pensions dans les pays d'accueil, alors que le coût de leur

formation a été supporté par leur pays d'origine.

Voilà un « transfert » dont ne parlent jamais les hommes politiques et les commentateurs d'outre-Rhin, dont on connaît l'opposition à toute perspective d'une « Union de transferts. »

« L'Union dispose d'une Chine intérieure »

Ce « transfert » des populations de l'Est vers des pays de l'ancienne UE, « c'est le mensonge fondamental de la construction européenne », selon Emmanuel Todd. « L'intégration des anciens pays communistes n'a pas conduit à la convergence des niveaux de vie, mais à la mise en place d'un système différencié et inégalitaire dans lequel les populations actives bien éduquées par le régime communiste servent de main-d'œuvre sous-payée, soit sur place, soit via l'émigration vers le cœur de

l'ancienne Union européenne. Ainsi, l'Union dispose, en son sein, d'une Chine intérieure. » Pour le démographe français, « l'intégration brutale de l'Europe de l'Est à l'espace occidental a conduit non seulement au triomphe de l'inégalité économique, mais aussi à un véritable désastre démographique. Et cette émigration, de plus en plus qualifiée, contribue aussi, dans ces pays, à la destruction de la classe moyenne, qui forme la base d'une démocratie qui fonctionne. » D.B.

Huit pays en déclin démographique

	01/1990	01/2018	Evolution
Slovénie	2*	2,1	+ 3,50 %
Slovaquie	5,3	5,4	+ 2,90 %
Tchéquie	10,4	10,6	+ 2,40 %
Pologne	38	38	- 0,20 %
Hongrie	10,4	9,8	- 5,70 %
Croatie	4,8	4,1	- 14 %
Roumanie	23,2	19,5	- 15,90 %
Estonie	1,6	1,3	- 16 %
Bulgarie	8,8	7,1	- 19,60 %
Lituanie	3,7	2,8	- 24 %
Lettonie	2,7	1,9	- 27,50 %
Total	110,7	102,6	- 7,30 %
UE - 15	365	408,4	+ 11,90 %
Belgique	9,9	11,4	+ 14,60 %

(* population en millions)

Travailleurs mobiles

Citoyens en âge de travailler vivant dans un autre pays de l'Union (en % de la population du pays d'origine)

